

Convergence

Novembre 2018

Trimestriel de la CCEF - N°25

TARIFS

Adhérent : 24 €

Non-adhérent : 43,20 €

DOSSIER FINANCEMENT & FINANCE VERTE



Dossier réalisé par :
Jean-Christophe Busson

Propriété intellectuelle :
©CCEF

CCEF

Compagnie des Conseils
et Experts Financiers

Éditorial

Financement et finance verte



Par André-Paul Bahuon,
Président de la CCEF

Le financement de l'économie réelle, carburant du développement économique !

Depuis un peu plus d'une année, la nouvelle législature installée mi 2017 et le gouvernement en place, évoquent régulièrement leur préoccupation de « libérer la croissance » des entreprises, en souhaitant agir sur ce qu'ils estiment être des contraintes, notamment en prétextant une surtransposition des directives européennes. Cette position est illustrée notamment et en ce moment encore, par les discussions autour de la loi PACTE, menées par le Ministre de l'Économie et des Finances Monsieur Bruno LEMAIRE, dont la détermination frise parfois, l'obsession et la condescendance vis-à-vis des acteurs de l'économie réelle.

Pour autant, il semblerait que soit occulté de la part de nos gouvernants, le point essentiel de la vitalité de nos entreprises, que sont la trésorerie et le financement. Sur le plan de la trésorerie, la dernière journée consacrée aux délais de paiements, a mis en exergue que malgré tous les dispositifs actuels, les PE, les PME et les ETI, voient les délais de règlements de leurs créances, stagner au mieux, se dégrader au pire, en tout cas être bien supérieurs aux délais légaux de paiements. Les raisons sont multiples qui vont du retard constaté pour certaines administrations d'état ou paraétatiques et des grands donneurs d'ordres, mais aussi, le besoin de recourir au crédit inter-entreprise afin d'assurer une liquidité vitale, non consentie par le système bancaire traditionnel. Le système bancaire traditionnel est lui-même empêché par des ratios prudentiels exigus, se voyant doublé par des systèmes de finances alternatives bridés.

Sur le plan du financement, des progrès ont été constatés au cours de la dernière décennie, et notamment par le rôle accru donné à la BPI France auprès des entreprises. Pour les mêmes motifs, les banques, malgré des liquidités importantes, ont été ralenties dans leur volonté de pouvoir intervenir auprès des petites et moyennes entreprises. La réglementation BÂLE 2 est un handicap au développement du financement et par conséquent au développement des entreprises. Mais aucun courage de la part des gouvernants européens n'existe pour pourfendre sur une réglementation de la technocratie de la communauté européenne, alors que par le monde les places financières influentes n'imposent pas de telles contraintes, et notamment de garanties dès lors qu'un prêt est mis en place.

Troisième pilier de l'équilibre financier des entreprises, la capitalisation de ces dernières demeure un point de surveillance, sans que pour autant, les systèmes gouvernementaux mis en place n'incitent à un renforcement des capitaux propres.

Dans cet environnement mouvant et évolutif, sont apparus des nouveaux acteurs, des nouvelles cibles, et des nouvelles modalités en termes de financement. L'innovation, les technologies informatiques, l'écologie sont venues bousculer les modèles traditionnels, de même que les financements désintermédiés.

C'est dans ce cadre que Jean-Christophe BUSSON, président de la commission « Financement et développement des entreprises » de la CCEF, a entrepris avec les membres de celle-ci, un point général sur le financement des entreprises en abordant la finance verte, l'innovation, l'incitation et l'immobilier. Qu'ils en soient chaleureusement remerciés. De même qu'Etienne LAMPERT, qui dans un libre propos nous livre une réflexion sur la cryptomonnaie.

Gageons que ce nouveau numéro de CONVERGENCE vous apportera des pistes de travail et vous préparera à notre prochaine convention nationale.

Bonne lecture !

Votre dévoué,

Financement et finance verte

Sommaire

CCEF : Le financement de l'économie réelle, carburant du développement économique !

Éditorial par André-Paul BAHUON, Président de la CCEF 3

● **Partie I - Le financement au service de l'économie verte** 7

Finance, ça pousse !

par Jean-Christophe BUSSON, Expert-Comptable, et président de la commission « Financement et développement des entreprises » de la CCEF, Groupe AFIGEC 7

Les performances de la finance verte

par Jean-Jacques PLUCHART, Professeur émérite Université Paris I Panthéon Sorbonne (Prism, Labex REFI) et administrateur du Cercle Turgot, membre de la CCEF 10

Bourse pour les PME-ETI et finance plus verte

par Louis-Victor d'HERBÈS, conseil en levée de capitaux et listing sponsor, membre de la CCEF, Fondateur d'Industrie, Bourse, International 16

Innovation et financement : du bon usage des quelques outils fiscaux

par Corinne LECOCCQ, Avocat associée, membre de la commission « Financement et développement des entreprises », cabinet KBRC ORATIO Avocats 18

● **Partie II - L'évolution du financement et de la finance d'entreprise** 22

Pacte : ce qui devrait changer en matière de financement

par Pierrick CHAUVIN, Expert-Comptable et membre du bureau du CJEC Paris-Ile de France, Groupe AFIGEC 22

L'attribution gratuite d'action : un excellent moyen de fidéliser ses salariés sous réserve de maîtriser certains mécanismes

par Delphine POIDATZ-KERJEAN, Avocat au barreau de Paris, membre de la commission « Financement et développement des entreprises », cabinet Lebray & Associés 24

Les actions de préférences ? Des actions différentes des actions ordinaires...

par Thierry HERNANDEZ, spécialiste en cession, acquisition et rapprochement d'entreprise, cabinet 3R et Grégory CALAS, Avocat à la cour, cabinet CG LEGAL, membres de la commission « Financement et développement des entreprises » 27

Immobilier d'entreprise : choix préalable et en cours de route

par Louis-Patrick DEVILLE, Expert conseil, membre de la commission « Financement et développement des entreprises », cabinet GENIVALOR 30

● **Partie III - Libres propos** 32

L'inquiétante nébuleuse du bitcoin : opportunité ou dangereuse illusion ?

par Etienne LAMPERT, Expert-Comptable, Commissaire aux Comptes, membre de la CCEF 32

Notation bancaire des PME et prévention des difficultés : menaces ou opportunités

par Patrick SENICOURT, concepteur et développeur de logiciels d'analyse financière, d'évaluation et de business planning, membre de la commission « Financement et développement des entreprises », Président de NOTA-PME SAS 40

● **Partie IV - Chroniques de lecture** 41